

L'Étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire



Lundi 25 mars 2013

« Partenaires particuliers »

La semaine dernière, la CGT tenait son 50^{ème} congrès. Son nouveau secrétaire général, Thierry Lepaon, suit la ligne de son prédécesseur Bernard Thibault, lequel refusait « une CGT qui se contente de dire non », et prônait un « syndicalisme de propositions ». Bref, le dialogue social entre « partenaires sociaux ». Encore faudrait-il que patronat et gouvernement consentent à accepter les propositions syndicales !

Les dirigeants syndicaux proposent, les patrons attaquent

Les patrons, par la voix de leur patronne Laurence Parisot, ont annoncé leur programme. Les allocations familiales et les allocations chômage sont dans leur collimateur. Ils veulent nous faire travailler jusqu'à 67 ans, pour une retraite siphonnée puisque le montant des pensions ne suivrait plus l'augmentation des prix, comme l'annonce le gouvernement.

Ils ont obtenu de certains de leurs « partenaires » un Accord National Interprofessionnel (ANI) qui les autorise à transférer leurs salariés à l'autre bout de la France, à diminuer les salaires, à modifier les horaires ou les postes. Un prétendu accord de « sécurisation de l'emploi » qui sécurise en fait les licenciements puisque les réfractaires ne pourront plus invoquer le Code du Travail pour empêcher leur patron de les virer. Et le gouvernement est en train de faire passer cet accord pourri dans la loi.

Les milliards pour les patrons, les flics contre les ouvriers

Les propositions de la CGT n'ont pas à attendre meilleur accueil de la part du gouvernement. Lepaon lui a reproché dans son discours inaugural de ne pas être « assez à l'écoute des salariés ». Gentil, le nouveau secrétaire CGT. C'est carrément dans le camp des patrons que le gouvernement se range ! Non seulement il montre les muscles – les flics de Valls – face aux ouvriers en grève, pour peu que ces derniers ne se contentent pas des boniments de Montebourg. Mais encore il poursuit le massacre de l'emploi public. Tout cela pour mieux abreuver les employeurs d'aides qui n'ont jamais changé un chômeur en salarié, mais par contre souvent transformé nos impôts en profits !

Le nouveau chef de la CGT veut promouvoir un « syndicalisme rassemblé ». Pour unifier les luttes ouvrières contre les licenciements, les décisions

patronales et gouvernementales ? Mais non. Tout le contraire. Pour privilégier l'unité avec la direction de la CFDT, qui a la fâcheuse habitude de signer tout ce qu'on lui propose... y compris cet Accord national interprofessionnel, en dépit de l'opposition de bon nombre de ses militants.

Unissons nos colères

Alors, tout est fichu ? Eh bien non ! Tout d'abord parce que la CGT est faite de militants qui, aux côtés de leurs camarades de travail, quelle que soit leur étiquette syndicale, ou non syndiqués, affrontent les patrons sur le terrain au lieu de palabrer dans des salons douilletts. C'est les Fralib, ovationnés debout par le congrès de Toulouse pour leurs 900 jours de bagarre. C'est les PSA et leurs dix semaines de grève à ce jour. Et bien d'autres. Ce sont tous les travailleurs dont les médias ne parlent, mais qui dans des dizaines de sites dans le pays ont entamé un bras de fer contre leur patron voyou. Des travailleurs qui se battent le dos au mur, mais attendent une vraie perspective de bagarre d'ensemble leur permettant de gagner. Une perspective qui justement redonnerait confiance en leurs forces à ceux qui se sont épuisés, ou qui n'osent pas encore entrer dans la lutte.

Car face à l'avalanche des attaques portées par le front uni du patronat, nous ne nous défendons qu'en unissant nos colères en un vaste front uni des travailleurs.

En 1895, c'est précisément dans ce but que les syndicats, au départ éparpillés, s'étaient regroupés dans la Confédération Générale du Travail (CGT). La direction de celle d'aujourd'hui, bien loin de vouloir confédérer les luttes, ne songe qu'à ce « dialogue social » avec nos adversaires. Ce sera donc aux travailleurs eux-mêmes de fédérer leurs luttes, qu'un Thierry Lepaon ou ses associés des autres « confédérations », le veuillent ou non.

Rencontre des managers

Les chefs de tous poils étaient réunis vendredi dernier pour écouter de longs monologues du directeur de la DCTC et son équipe. Un affligeant discours des RH a conclu la séance. Les coupes sombres dans les effectifs vont décimer les équipes, touchant forcément celles qui sont déjà en sous-effectifs, mais tenez-vous bien : c'est une chance ! Et il faudrait bondir sur l'occasion pour optimiser l'organisation ? Puis quoi encore ! À l'impossible nul n'est tenu : pas question d'organiser la pénurie.

« Exemplaires, Vigilants et Réactifs » ?

Une convention sécurité démarrait cette grand-messe des managers. L'accent a été mis sur les risques psychosociaux. La direction fait assumer aux managers les désastres attendus de son PREC. Une vidéo d'un expert aiderait même ces apprentis psychologues à gérer l'hécatombe : un pétage de plombs vaut apparemment mieux que de rester prostré... Enfin un conseil avisé : « Exemplaires » pour la solidarité, « Vigilants » contre les mauvais coups de la direction, et « Réactifs » pour que la colère de tous fasse barrage à ce plan !

Mobilité cloisonnée dans le sens des entrées

« Mobilité », salariés « prêtables », « éjectables », tels sont les mots d'ordre de la restructuration PSA. Pourtant dans certains services surchargés aucun poste ne se libère... alors même que ces postes existent. De quoi pousser l'étonnement ! C'est que, faute de Lignes Budgétaires, faute de formation, personne ne peut y venir à moins d'être déjà opérationnel sur le poste à pourvoir. Chercher l'erreur. Résultat : les postes ainsi non pourvus sont donc supprimés, et les malheureux déjà dans le service se récupèrent le boulot.

La mobilité sauce PSA c'est « tu dégages » un point c'est tout.

Sans LeFaury et surtout sans les regrets

Le monsieur plus de la DRD qui, il n'y en a encore peu, prétendait exiger de nous de faire toujours plus avec moins s'en irait prendre un poste de pédégé chez Eurocopter. C'est sûrement financièrement plus intéressant que directeur de la R&D, qui plus est quand cette branche n'est plus dans le saint des saints du Directoire. Pour ce monsieur qui venait nous prêcher la bonne parole de ce qui conviendrait de faire ou pas, pas besoins d'attendre le PREC. Le chèque valise qu'il touchera pour partir n'aura sans doute aucune commune mesure avec les indemnités minables que la direction espérait octroyer à ceux d'Aulnay... pour les virer !

Faut pas nous le dire deux fois

Mardi il y a quinze jours un mail de la Com de La Garenne nous invitait expressément à vider les lieux à cause des transports bloqués, corolaires des intempéries. Et ce dès 15h30, maxi 16h00. Si bien que le CTLG s'est vidé à vitesse grand V. Exemple à suivre pour la prochaine occasion et sans attendre qu'on nous le dise.

Juste ce qu'il faut pour les dégoûter

Ils sont plus de 180 ouvriers de PSA Aulnay à travailler sur le site de Poissy, dont la directrice affirme qu'ils pourraient passer à 350 dans les prochaines semaines. Une

aubaine ? Pour la direction sans doute. Car la production de la C3 sur Poissy va augmenter, ainsi que les cadences, pour en faire baver au uns et mieux briser la grève des autres. Mais pour les ouvriers passés d'Aulnay à Poissy, il n'y a aucune garantie d'emploi, car les contrats sont d'un mois renouvelable. Une liberté pour les ouvriers ? De qui se moque-t-on ? La direction peut ainsi se réserver la possibilité de les virer à loisir. Quand bon lui semblera.

PSE = Plan Social d'Extermination

En quelques jours une pétition des grévistes de PSA Aulnay a recueilli plus de 900 signatures parmi les non grévistes pour rejeter le PSE. Depuis des semaines, PSA et ses sbires orchestrent toutes une propagande pour expliquer que la grève à Aulnay est menée par une minorité d'agités. Le soutien de non grévistes à cette pétition montre que la grève est populaire bien au-delà des seuls grévistes et qu'il n'y a aucune raison d'être dupe de ce qu'est ce PSE : une machine patronale à broyer les travailleurs.

Deux strapontins pour un théâtre de guignols

En échange des 7 milliards que l'État a prêtés à PSA, le groupe s'était engagé à intégrer dans son conseil de surveillance deux « représentants des salariés ». Le journal *Le Parisien* dressait un portrait de l'un d'entre eux, issu de PSA-Poissy. On y apprend que les membres de ce conseil touchent 40 000 € de jetons de présence, ça fait beaucoup pour poser son postérieur sur une chaise.

Au moment où la direction lance ses restructurations tous azimuts, la présence d'un syndicaliste dans ce repère de brigands ne pourra servir qu'à les cautionner.

La seule manière de contrôler les instances de la direction, c'est de lutter tous ensemble pour lui faire ravalier sa politique.

Oh les ingrats, ils ont craché dans la soupe !

Le salariés de l'usine Opel de Bochum, en Allemagne, viennent juste de rejeter à 76 % le miraculeux plan de sauvetage imposé par la direction. Une pépite, ce plan. Rendez-vous compte, seulement 2/3 des emplois supprimés, l'apparition providentielle d'une usine de composants pour sauver le 1/3 restant, de véritables « promesses » de garder la Zafira jusque (au moins !) 2016... Et tout ça contre sacrifices : gel des salaires et salariés poussés au « départ volontaire ». Décidément, les salariés de Bochum crachent dans la soupe. D'ailleurs, ils l'ont cherché, faute d'accords, l'usine fermera 2 ans plus tôt. Alors que toute la presse leur tombe dessus pour avoir l'audace – et le courage – de boudier une telle « chance ».

Notre solidarité va à ces salariés qui se dressent contre un chantage patronal à l'emploi exécrationnel. Une mode criminelle qui, décidément, ne connaît pas de frontière.

Collecte au drapeau rouge ce mardi 26 mars 2013

Vos diffuseurs préférés accepteront avec plaisir votre générosité financière pour que continue la dénonciation des sales coups de la direction. Ils seront de retour cet après-midi pour ceux qui n'auront pas pu donner le matin. Nous vous remercions par avance de votre soutien.